

La participation des femmes dans la vie publique et politique

Bizerte, Gabès et Gafsa





La participation des femmes dans la vie publique et politique

Bizerte, Gabès et Gafsa



L'équipe de travail

Supervision :	Soukeina Bouraoui
Chercheure :	Souleima Majeldi Mansouri
Avec la collaboration de :	Lotfi Essaddi (Gafsa et Gabès)
Et l'assistance de :	Anis Belgacem & Manal Gouider
Révision et vérification :	Lilia Othmani - Hedia Belhaj Youssef



Table des matières

Préface et remerciements	8
Résumé exécutif	10
Introduction	12
I. Cadre général de l'enquête de terrain	14
II. Principaux indicateurs considérés	20
III. L'engagement dans l'action politique et associative : politisation, désir d'intégration, craintes ou simple hasard ?	42
IV. Les défis qui entravent la participation publique et politique des femmes	50
V. Les recommandations	59
Sommaire de l'étude de terrain	64

Préface et remerciements

Depuis 2011, le Centre de la Femme Arabe de Formation et de Recherche (CAWTAR) œuvre, à travers différents projets qu'il réalise à l'échelle régionale des pays arabes ou à l'échelle nationale, à l'approfondissement de la recherche sur l'espace « local », qu'il s'agisse de la participation économique et politique, du développement en général ou du rôle des associations et de l'information à des femmes .

L'intérêt porté au « niveau local » s'inscrit dans le cadre d'une orientation générale de la décentralisation et de démocratie participative. Cette orientation a été renforcée par la Constitution de 2014 et le point de départ effectif a été donné par les premières élections locales municipales du 6 mai 2018 qui ont permis l'élection de près de 7200 responsables/ représentants dans 350 municipalités.

CAWTAR a réalisé une série d'études portant sur la participation dans plusieurs régions dont nous citons à titre d'exemple Sousse, Monastir, Jammel, Kasserine, Gafsa, Tozeur et Kairouan. Poursuivant cet effort, le Centre a préparé une nouvelle publication consacrée à la participation civique et politique des femmes dans trois gouvernorats, à savoir Bizerte, Gabès et Gafsa, qui s'inscrit dans le cadre d'un projet commun avec l'Agence espagnole de coopération portant sur « La participation des femmes et de l'information dans la vie publique et politique pour une meilleure gouvernance locale ».

Cette publication est un résumé de 3 études sociologiques portant sur 3 gouvernorats : Bizerte, Gabès et Gafsa ayant comporté un état des lieux sociodémographiques et 3 enquêtes de terrain

Après une présentation des principaux acteurs locaux dans les trois gouvernorats, une lecture des indicateurs démographiques, sociaux et économiques a été menée, ainsi que les indicateurs de participation dans les partis politiques, associations, syndicats, autorités locales et organisations nationales.

Ce triple état des lieux a été complété par une analyse de la participation publique et politique des femmes en s'appuyant sur des entretiens effectués avec des acteurs locaux.

Ce travail entend combler un vide cognitif dû à l'absence d'études consacrées à cette question dans les gouvernorats concernés, comme a pu le constater le Centre et cela ,en coopération avec différentes parties prenantes. Cette publication analyse les circonstances et les défis à relever dans les trois régions, en tenant compte des circonstances historiques et des spécificités de chaque gouvernorat et parfois même de chaque délégation.

Nos remerciements vont aux chercheuses et chercheurs qui ont réalisé ce travail ainsi qu'aux associations partenaires et à tous les acteurs locaux - officiels, partis politiques, associations et syndicats - qui nous ont fourni les données nécessaires.

Nous remercions également l'Agence de coopération espagnole pour son appui au projet « La participation des femmes et des médias, clefs d'une Gouvernance locale Démocratique » dont un des volets porte sur ce triple état des lieux de ces régions quelque peu négligées par les recherches scientifiques et académiques.

Dr. Soukeïna Bouraoui
Directrice exécutive
CAWTAR

Résumé exécutif

En dépit de grandes disparités entre les gouvernorats de Bizerte, Gafsa et Gabès, nous constatons la faiblesse de la participation des femmes à la vie publique et politique, dans les institutions, instances, associations, partis politiques et autorités locales. Les disparités s'accroissent selon les régions, les délégations et même les milieux (municipal et non municipal). En outre, nous constatons la faiblesse générale de la performance et des structures des partis politiques et des associations, en plus des grandes inégalités de leurs moyens financiers, ce qui impacte leur action au niveau régional et local.

Lors de notre travail sur le terrain, nous avons également constaté l'étendue de la culture de « manque de confiance » entre les dirigeants des partis politiques d'une part et d'autre part entre ces derniers et les autres acteurs locaux (associations, syndicats). Sur le plan local, les partis ont souvent joué un rôle négatif en ce qui concerne la société civile qu'ils ont tenté de politiser à leur avantage. Cet état de fait a détérioré le climat général et propagé le manque de confiance et une culture d'opportunisme et d'individualisme.

Il n'a pas été facile aussi de poser le problème de la participation des femmes à la vie publique et civique du fait de la rareté d'études traitant de cette question au niveau local. Il était par ailleurs difficile de collecter les données d'un point de vue quantitatif et qualitatif, en tenant compte des spécificités de chaque gouvernorat, voire de chaque délégation, ainsi que des facteurs historiques, culturels, démographiques, sociaux et politiques.

De plus il est difficile de comprendre la vie politique et civique de ces régions sans se référer à leur histoire, qui éclaire la réalité d'aujourd'hui, et expliquer en partie, les luttes qui opposent les différentes parties prenantes. De même, on ne peut comprendre l'état de la participation à la vie publique et politique que par l'analyse des différents indicateurs pour ces régions. Les réalités économiques, historiques et sociales de Bizerte, Gafsa et Gabès ont entravé considérablement leur développement. Alors que l'on pourrait penser que ces gouvernorats sont aptes à jouer un rôle de pionniers dans le domaine économique, on se rend compte que leurs richesses sont au contraire devenues la principale cause de leurs problèmes selon les interviewés.

Les aciéries et les raffineries de sucre de Bizerte, les mines de phosphate de Gafsa et les usines chimiques de Gabès, du fait d'un modèle de développement inéquitable et pas suffisamment durable, n'ont valu à ces gouvernorats que la pollution de l'environnement, la propagation de maladies graves et de nombreux problèmes économiques. Selon les différents acteurs politiques interviewés, ces régions ont été marginalisées malgré les plans de développement prometteurs les concernant.

Nous avons constaté un sentiment de frustration, surtout parmi les jeunes, qui déclarent avoir été défavorisés et marginalisés depuis l'Indépendance. Il en découle un état général de « tension » et une agitation sociale continue dans certaines délégations.

Nous ne manquerons pas de relever en conclusion de ce travail qu'il existe dans ces régions des modèles de femmes remarquables aussi bien dans le passé récent de la Tunisie que des modèles actuels, mais ces modèles ont souvent disparu de la mémoire collective et même des travaux spécialisés. Ces modèles mériteraient qu'on mette en lumière leurs expériences pour les faire connaître comme « compétences » dans le domaine politique, civique ou autres.

Introduction

Malgré l'adoption en Tunisie de lois favorables à la participation politique des femmes depuis l'indépendance, le taux de présence des femmes est toujours faible dans les « postes de décision » des diverses structures gouvernementales ainsi que dans les partis politiques, les associations, les syndicats et les autorités locales.

Lors des récents rendez-vous électoraux en Tunisie (tels que les élections d'octobre 2011 et les élections législatives et présidentielles de 2014), nous avons pu constater la faiblesse générale de la participation des femmes en tant que candidates et électrices, notamment dans les régions intérieures et rurales, malgré l'adoption des mécanismes favorables comme la parité horizontale⁽¹⁾ et/ou verticale et malgré l'inclusion du principe d'égalité des chances entre les femmes et les hommes⁽²⁾ dans la Constitution de 2014. Le phénomène s'aggrave à mesure que l'on se dirige vers les villes de l'intérieur et les zones rurales.

Tableau N° 1 : Présence des femmes dans les élections législatives de 2011 et 2014

Election de l'Assemblée nationale constitutionnelle de 2011			Les Elections législatives de 2014		
Total des listes électorales	Nombre de femmes têtes de liste	Femmes têtes de listes %	Total des listes électorales	Nombre de femmes têtes de liste	Femmes têtes de liste %
1524	128	9	1326	148	11

Source: "Women in political and civic life, obstacles and challenges to overcome; in Morocco, Tunisia, Occupied Palestine Territories and Yemen", Abdelatif, (S), (coordination), CAWTAR & OXFAM, 2016.

1. Le décret 35 daté du 10 mai 2011 stipule en son article 16 le principe d'égalité entre les femmes et les hommes dans les listes électorales, sur la base de l'alternance.
2. L'article 46 de la Constitution stipule ce qui suit : « L'Etat s'engage à protéger les droits acquis de la femme et à les renforcer. Il œuvre à les développer. L'Etat garantit l'égalité des chances entre l'homme et la femme quant à l'accès à toutes les responsabilités et dans tous les domaines. L'Etat œuvre à réaliser la parité entre la femme et l'homme dans les assemblées élues. L'Etat prend les mesures nécessaires en vue d'éliminer la violence contre la femme. »

Le Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR) tente à travers divers projets de recherche, de comprendre les raisons de la faible participation des femmes après janvier 2011, notamment dans les régions de l'intérieur du pays et ceux à travers la réalisation d'études⁽³⁾ portant sur diverses régions telles que les villes de Jammel (gouvernorat de Monastir), Gafsa, Kasserine et Tozeur.

Le CAWTAR poursuit ainsi, ses efforts visant à renforcer la présence des femmes et à mieux comprendre les causes de la faiblesse de leur participation, à travers ce projet qu'il réalise en partenariat avec l'Agence de Coopération Espagnole (AECDE), et qui s'intitule « La participation des femmes et des médias, clefs d'une gouvernance locale démocratique ». Le CAWTAR tend à faire prendre conscience de l'importance du soutien à apporter aux femmes pour leur permettre de jouer un rôle actif et efficace lors des différentes échéances électorales et politiques en Tunisie.

Dans cette perspective, le Centre a réalisé une enquête de terrain afin de collecter, observer et analyser la participation politique et publique des femmes et comprendre les raisons qui entravent ou facilitent cette participation dans les gouvernorats de Bizerte, Gabès et Gafsa, en tenant compte du contexte social et historique de ces gouvernorats.

3. Exemple :

- Khouja (A), et Hizem (F), « La participation politique des Tunisiennes : étude monographique des gouvernorats de Monastir et Sousse », association Voix de femmes de Jammel avec le soutien de CAWTAR et la Fondation euro-méditerranéenne des femmes, 2016
- Nabli (R) et Ben Jannet (Z), « La participation politique et le comportement électoral des femmes de Jammel », Association Voix de femmes de Jammal, avec l'appui de CAWTAR, 2016
- Saddi (L), Majeldi Mansouri (S), Hammami (M) et Akrimi (N), « Femmes, leadership et participation à la vie publique et politique en milieu local : cas des localités de Gafsa et Médenine », CAWTAR, 2017.

I. Cadre général de l'enquête de terrain

1. Les objectifs de l'enquête

Les principaux objectifs de ce projet consistent à :

- Connaître l'étendue de l'engagement des associations, des partis politiques et des organisations locales dans une dynamique de défense de l'égalité femmes – hommes et de leur appui aux efforts consentis en matière de renforcement de la participation des femmes à la vie publique et politique dans les gouvernorats concernés.
- Mettre en lumière les expériences réussies dans ce domaine et identifier les causes des succès en vue de présenter de bonnes pratiques dans les différents gouvernorats.
- Présenter les résultats et les recommandations en vue de renforcer le rôle et la responsabilité des intervenants nationaux et régionaux (ministères, organisations, instances et acteurs locaux).

2. La méthodologie

Ce rapport s'appuie sur une méthodologie « composite » comportant :

- a. Une première partie quantitative qui présente les régions et les délégations proposées et rappelle les indicateurs sociodémographiques et ceux relatifs à la participation à la vie publique et politique dans les trois régions. Ce travail a également consisté à collecter les données sur la participation des femmes dans les conseils élus (ANC et ARP), les instances du pouvoir local (Municipalités, délégations et sous-délégations), les associations, les organisations nationales (l'union générale des travailleurs tunisiens UGTT, l'union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat UTICA, et l'union nationale des femmes tunisiennes UNFT) et les

partis politiques présents dans les gouvernorats concernés. De même, cette partie présente des données relatives à la participation politique et publique des femmes en tant que candidates et électrices lors des élections législatives et présidentielles de 2014 et les élections municipales de 2018.

- b. Une seconde partie qualitative, basée sur l'analyse des entretiens semi-directifs réalisés à Bizerte (28 entretiens) et 21 entretiens réalisés entre Gafsa et Gabès, ainsi que des focus groupes. Cette enquête menée auprès d'un échantillon de femmes et d'acteurs dans les trois régions, ainsi que des représentants de nombreuses parties prenantes (partis politiques, associations, syndicats, autorités locales, institutions étatiques, médias...) a eu pour objectif de connaître les opportunités, compétences et aspirations actuelles, notamment par rapport à la participation des femmes dans la vie publique et politique.

3. Présentation des gouvernorats couverts par l'enquête

Gouvernorat de Bizerte	Gouvernorat de Gafsa	Gouvernorat de Gabes
<p>Superficie totale: 3.685 km², soit environ 2.25% de la superficie de la Tunisie.</p>	<p>Superficie totale: 7.807 km², soit environ 5% de la superficie de la Tunisie.</p>	<p>Superficie totale: 7.166 km², soit environ 4.6% de la superficie de la Tunisie.</p>
<p>Population (2017) : Estimée à 583.400 habitants</p>	<p>Population (2016) : Estimée à 342.554 habitants</p>	<p>Population (2016) : Estimée à 383.873 habitants</p>
<p>Densité démographique: 163.1habitants au km² en 2014.</p>	<p>Densité démographique: 43.2 habitants au km² en 2014.</p>	<p>Densité démographique : 52.23 habitants au km² en 2014.</p>
<p>Nombre de délégations : 14 Nombre de municipalités: 17</p>	<p>Nombre de délégations: 13 Nombre de municipalités: 13</p>	<p>Nombre de délégations : 11 Nombre de municipalités: 16</p>
<p>Caractéristiques : position stratégique au bord de la Méditerranée (200km de côtes). La réserve d'Ichkeul, la forêt de Sejène, l'île de La Galite, le Cap Angela et les lacs (Bizerte, Ichkeul, Ghar El Melh) sont les principaux sites naturels et écologiques de Bizerte. Le gouvernorat est considéré comme un pôle industriel comptant 8 zones industrielles couvrant 146 hectares, un espace d'activité économique couvrant 81 hectares, un port commercial et une autoroute reliant Bizerte à la capitale. Bizerte compte 8 institutions d'enseignement supérieur.</p>	<p>Caractéristiques : Le gouvernorat est riche en minéraux et en produits composés. Le phosphate génère la plus grande activité économique en termes de production, d'emploi, et d'exportation. La région produit aussi d'autres minerais qui sont le sable de silice, l'argile rouge, le gypse et les carbonates de phosphate de calcium. L'infrastructure comporte un aéroport international, un réseau routier (1482km de routes asphaltées) et une ligne ferroviaire (388km). Le gouvernorat compte une zone industrielle, des zones artisanales et deux centres de télétravail. Elle compte 10 établissements d'enseignement supérieur.</p>	<p>Caractéristiques : Le gouvernorat occupe une position géographique avantageuse. Il recèle d'importantes richesses naturelles (eaux souterraines, ressources halieutiques, pâturages et littoral). L'infrastructure comporte un port commercial, un aéroport international, un réseau ferroviaire reliant Gabès à Gafsa et Sfax (115km), un réseau routier s'étendant sur 1442 km et une zone industrielle couvrant 536 hectares. Gabes comporte une université composée de 13 institutions d'enseignements supérieurs.</p>

4. Les étapes de l'étude

L'étude a comporté les étapes suivantes :

- a. **Une première étape** de prospection et de documentation, elle comportant trois parties :
 - La collecte et la documentation d'informations bibliographiques relatives aux données historiques, géographiques et sociodémographiques relatives aux régions étudiées
 - La réalisation d'une enquête de terrain pour collecter les données et les indicateurs en relation avec la participation des femmes à la vie publique et politique auprès des partis politiques, associations, organisations nationales etc... L'intérêt de cette enquête se justifie par la rareté d'études quantitatives et qualitatives portant sur la participation des femmes à la vie publique et politique de ces trois régions
 - La collecte de données visant à identifier des modèles et des profils de femmes pionnières célèbres et de dirigeantes originaires de ces régions à travers l'Histoire pour l'impact certain qu'elles peuvent avoir eu sur la situation vécue aujourd'hui par les femmes, et parce que les jeunes ont besoin de modèles de réussite appartenant à notre époque ou puisés dans l'histoire.

- b. **Une seconde étape** à consister à effectuer des entretiens semi directifs avec des dirigeants/es des partis politiques, syndicats, associations et autorités locales au niveau de la région ou des délégations. Le but de ces entretiens était d'aborder la question de la participation effective des femmes et de comprendre les enjeux et les défis à la lumière des indicateurs et des données disponibles. Dans nos critères de choix, nous avons retenu que la personne interviewée réside dans le gouvernorat ou en est originaire, qu'elle adhère à un parti politique, une association ou un syndicat (de préférence au niveau du bureau exécutif) ou qu'elle occupe un poste de responsabilité dans une instance régionale. Ces entretiens ont été enrichis par l'organisation de focus groups à Gabes et Gafsa afin d'aboutir à des recommandations supplémentaires sur la question.

5. Le concept de participation politique

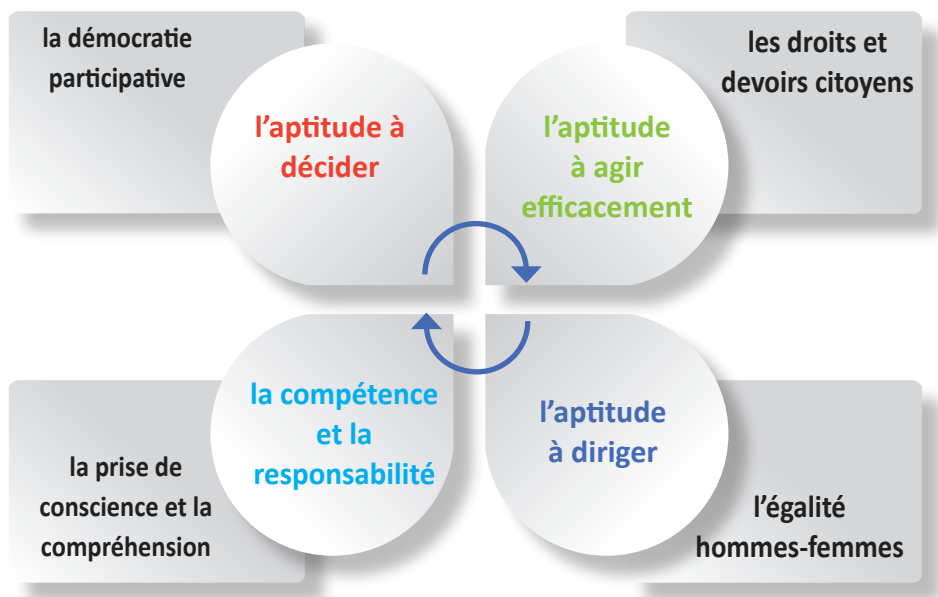
La participation, dans son acception la plus large, est une composante essentielle de la vie politique dans les régimes démocratiques⁽⁴⁾, car la démocratie ne peut se concevoir sans la participation, qui nécessite les mécanismes de vote ou d'élection par lesquels les citoyens choisissent leurs représentants dans les assemblées et instances législatives, ainsi qu'au niveau régional et local.

Quant à la participation politique, elle concerne des activités collectives permettant aux citoyens d'influencer le domaine de la politique; elle concerne les régimes démocratiques fondés sur le principe de citoyenneté⁽⁵⁾. La participation politique est associée à la capacité de prendre des décisions, et comporte plusieurs niveaux, à savoir la détention de l'information, l'expression de l'opinion, l'initiative et le vote.

Précisons que durant les entretiens, les acteurs locaux ont limité la « participation » à trois niveaux principaux :

1. **La participation en tant qu'acte citoyen et social** : c'est-à-dire l'aptitude à influencer la société à travers la « participation » aux affaires publiques civiques ou politiques, et ce en relation avec les concepts de prise de décision et d' « efficacité ».
2. **La participation en tant que droit et devoir** : l'approche « droit » est importante pour la compréhension de la participation aux affaires publiques. En effet, la participation est un droit que les femmes doivent arracher; c'est aussi un devoir envers la société qui leur permet de prendre part aux affaires publiques.
3. **La participation en tant que prise de conscience** : Il s'agit de prendre conscience des rôles et des responsabilités dans un contexte historique donné, et du rôle décisif que peuvent jouer les femmes au sein de leur environnement social et processus politique.

4. Godbout, (J), « La participation politique : leçons des dernières décennies », in Collection de culture, Québec, 1999, p 5.
5. Philippe Braud, La Sociologie politique, traduction de Mohamed Arab Sassila, 1^{re} édition, Agence universitaire d'études, d'édition et de diffusion, Beyrouth, 1998, p 301.



II. Principaux indicateurs des trois gouvernorats

1. Les indicateurs démographiques

Dans les trois gouvernorats, la répartition de la population varie selon les délégations, le milieu et le sexe. Nous constatons une plus grande concentration dans les communes municipales et dans les délégations offrant de meilleurs services et opportunités d'emploi.

A titre d'exemple, à Gafsa, la population varie entre 101.148 habitants pour la délégation de Gafsa Sud et 20.137 pour El Gtar. Pour Gabes les chiffres varient entre 63.122 habitants à Mereth et 4444 à la délégation de Matmata. Pour Bizerte, les chiffres varient entre 87.307 à Bizerte Nord et 40.166 à la délégation de Sejnène.

De même, il existe des variations en fonction du sexe, notamment dans le gouvernorat de Gabès, où nous avons constaté dans toutes les délégations une supériorité numérique des femmes, due en partie à l'émigration interne et externe.

Tableau N° 2 : Répartition de la population selon le sexe dans les trois gouvernorats

Gouvernorat	Hommes	Femmes	Total
Bizerte	286.636	281.538	568.219
Gafsa	166.418	170.913	337.331
Gabès	183.719	190.581	374.300

Source : Institut national de la statistique, 2014.

2. Les indicateurs de l'éducation

Les trois gouvernorats ont un taux de scolarisation (6-14 ans) généralement élevé, supérieur à la moyenne nationale estimée à 95,93%. Pour l'enseignement supérieur (19-24 ans) le taux est élevé, notamment pour les filles, dans les trois gouvernorats. En revanche, le taux d'analphabétisme pour les personnes âgées de 10 ans et plus est supérieur chez les filles, et le phénomène se poursuit chez les jeunes âgés de 15 à 29 ans.

Si les indicateurs sont généralement proches dans les trois gouvernorats, on observe des disparités au niveau des délégations, en fonction du milieu (municipal/non municipal) et du sexe.

Tableau N° 3 : Taux de scolarisation et d'analphabétisation selon l'âge, le sexe et les gouvernorats

Gouvernorat	Taux de scolarisation (6-14 ans)		Taux d'inscription dans l'enseignement supérieur		Taux d'analphabétisme (10 ans et plus)		Taux d'analphabétisme des jeunes (15-29 ans)	
	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons
Bizerte	96.97	96.40	44.67	34.67	25.68	15.28	5.66	4.44
Gafsa	96.28	96.37	47.28	37.94	27.86	14.16	7.02	3.48
Gabès	97.24	96.92	52.01	39.38	23.82	11.23	3.08	2.40

Source : Institut national de la statistique, 2014.

3. Les indicateurs de l'emploi

Le taux d'activité pour les 15 ans et plus a atteint à Bizerte son maximum en 2014 avec une moyenne de 45,59%, suivi par Gafsa avec 43,70% et Gabès avec 41,72%. Ces taux approchent ou dépassent la moyenne nationale qui était de 41,82%.

Le taux de chômage pour les 15 ans et plus était de 13,11% à Bizerte, 19,06% à Gabès et a atteint son maximum à Gafsa avec 26,27% (le taux national étant de 14,82%).

Dans les trois gouvernorats, ces taux varient en fonction des délégations et surtout du sexe.

Tableau N° 4 : Répartition des taux d'activité, de chômage (15 ans et plus) et de chômage des diplômés du supérieur par gouvernorat, délégation et sexe.

Gouvernorat	Délégations	Taux d'activité		Taux de chômage		Taux de chômage des diplômés du supérieur	
		Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons
Bizerte	Bizerte Nord	28.88	62.00	18.68	10.53	22.69	10.07
	Bizerte Sud	26.29	69.31	20.54	11.16	32.38	11.39
	Menzel Bourguiba	30.74	60.28	19.53	15.49	32.15	16.25
	Mateur	29.94	66.03	18.79	14.49	36.68	18.52
	Sejnène	13.03	63.18	31.66	14.85	37.74	17.06
Gafsa	Gafsa Sud	30.10	64.71	37.52	16.65	45.72	21.36
	Om Larayes	20.47	60.74	66.64	26.64	70.71	40.99
	Metlaoui	23.69	61.47	59.52	26.66	64.25	37.81
	El Gtar	22.96	64.49	17.08	15.51	57.03	19.91
	Essnad	15.38	59.05	45.35	15.08	60.16	26.79
Gabès	Gabès ville	25.66	64.73	31.95	13.22	43.65	19.02
	Métouia	22.80	64.75	33.84	11.40	48.04	18.63
	Hamma	22.83	64.24	49.18	15.94	62.97	23.38
	Matmata	12.38	53.22	43.10	8.11	52.50	15.79
	Mareth	13.19	57.68	40.47	13.15	56.14	22.04

Source : Institut national de la statistique, 2014.

4. Les indicateurs de la participation Publique et politique

L'article 7 de la « Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes » stipule ce qui suit :

Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays et, en particulier, leur assurent, dans des conditions d'égalité avec les hommes, le droit :

- a) De voter à toutes les élections et dans tous les référendums publics et être éligibles à tous les organismes publiquement élus ;
- b) De prendre part à l'élaboration de la politique de l'Etat et à son exécution, occuper des emplois publics et exercer toutes les fonctions publiques à tous les échelons du gouvernement ;
- c) De participer aux organisations et associations non gouvernementales s'occupant de la vie publique et politique du pays.

La participation des femmes à la sphère publique est devenue plus distinguée après le déclenchement du processus révolutionnaire en Tunisie en 2011 à travers la participation aux manifestations publiques au mouvement social dans les différentes régions de la république tunisienne particulièrement pendant la période de la troïka (2011-2014).

Durant cette période (la phase de l'élaboration de la Constitution de la Deuxième République), des conflits et des débats ont eu lieu, exigeant une plus grande présence des femmes, d'autant plus qu'elles étaient au cœur de ce conflit et, à certains égards, leur centre d'intérêt.

Les crises et les conflits qu'a connus la Tunisie pendant la période de la « troïka » se sont tournés autour d'un problème fondamental : « le modèle sociétale tunisien ». Les conflits autour de ce modèle se sont cristallisés autour de la question de l'identité, du code du statut personnel (CSP) et le statut de la femme entre les espaces publics et privés.

Les femmes tunisiennes faisaient partie des catégories les plus touchées par la situation générale du pays, elles étaient le centre et le cœur des conflits entre les différentes tendances politiques et sociales, - que ce soit démocratiques, conservatrices ou même extrémistes-. Le conflit qui a eu lieu lors des discussions de la loi de la parité verticale et horizontale est le bon exemple.

Depuis 2011, les femmes tunisiennes de différentes catégories et classes sociales ont constitué un rempart contre les forces conservatrices et « réactionnaires » qui visaient à limiter la participation des femmes et à les renvoyer de l'espace public vers les espaces privés. Elles ont fait preuve d'une volonté de consolider les principes d'égalité, de démocratie et de justice sociale et de préserver leurs acquis.

Malgré cette réalité, nous notons toujours une faiblesse significative du pourcentage de femmes occupant des postes à responsabilités/ de décision dans les différentes structures gouvernementales et non-gouvernementales (partis politiques, associations, organisations nationales etc...) bien que beaucoup pensent que le plafond de verre pour la participation des femmes avant « la révolution » a été brisé et que celles-ci ont démontré leur capacité et leur compétence dans l'espace public et dans la sphère politique en particulier.

Les femmes constituent aujourd'hui la base électorale de la majorité des partis politiques actifs ainsi que la majorité des associations et des syndicats, mais au niveau de la représentation dans les postes de direction et de prise de décision au sein de ces institutions, on remarque que le nombre des femmes se décline surtout au niveau local.

Dans cette étude, nous avons examiné des indicateurs reflétant la représentation des femmes dans les différentes structures mentionnées ci-dessus, aux niveaux national, régional et local

**a. La représentation des femmes dans les conseils élus:
une présence timide ne reflétant pas leur poids réel**

Les élections du 23 octobre 2011 ont été l'occasion pour les femmes de parvenir aux postes de décision dans les assemblées élues. Le pourcentage de femmes inscrites sur les listes était de 47% du total, soit 5502 sur les 11676 candidats. Cependant leur présence comme élues à l'Assemblée Nationale Constitutive ANC n'a pas dépassé le nombre de 59 femmes⁽⁷⁾ sur un total de 217 députés, soit un pourcentage de 27% environ⁽⁸⁾.

Le gouvernorat de Bizerte était représenté en 2011 à l'Assemblée Nationale Constitutive par 8 députés, dont deux femmes du mouvement Ennahdha, « Aïcha Dhaouadi » et « Essia Neffati ». Quant aux gouvernorats de Gafsa et Gabès, ils comptaient trois femmes députées : « Zohra Smida », « Dalila Bouin » et « Amel Azzouz », toutes trois représentant le parti du mouvement Ennahdha.

Lors des élections législatives de 2014, le taux de participation des femmes était inférieur à celui des hommes, aussi bien au niveau des candidatures qu'à celui des élections et même au niveau des bureaux de vote.

Les taux variaient d'une délégation à l'autre. Le gouvernorat de Bizerte était représenté par trois femmes, à savoir « Lamia Dridi » pour la Coalition Démocratique (actuellement dans le bloc de Nida Tounès), « Emna Ben Hmid » pour le mouvement Ennahdha et « Ibtihaj Ben Hilal » pour le parti Nida Tounès.

Le gouvernorat de Gafsa était représenté par « Asma Abou lhana » pour Nida Tounès et « Zeineb Brahmi » pour le mouvement Ennahdha. Le gouvernorat de Gabès était représenté par « Radhia Toumi » et « Amel Souid », toutes les deux pour Ennahdha.

7. Les sources ne concordent pas toutes sur le nombre de femmes députées à l'Assemblée nationale constitutive puisque ce nombre a varié tout au long de la période d'exercice de l'Assemblée. Nous avons retenu quant à nous les résultats des élections du 23 octobre 2011.

8. Les élections de l'Assemblée nationale constitutive de Tunisie, 23 octobre 2011, Rapport final, Centre Carter,

Tableau N° 5 : Répartition des représentants/es des trois gouvernorats dans les assemblées nationales élues en 2011 et 2014

Gouvernorat	Assemblée nationale constitutive 2011			Assemblée des représentants du peuple 2014		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Bizerte	2	6	8	3	6	9
Gafsa	1	6	7	2	5	7
Gabès	2	5	7	2	5	7

Source : L'Assemblée des représentants du peuple /<http://www.arp.tn>

b. La représentation des femmes dans les conseils municipaux : à elle seule, la loi sur la parité ne suffit pas

Le taux de participation des femmes aux élections municipales du 6 Mai 2018 a connu une certaine hausse, notamment pour les têtes de liste : 30,33% de femmes et 69,67% d'hommes; les femmes ont gagné les élections à raison de 47% contre 52% pour les hommes⁽⁹⁾. Ce résultat est dû à la loi électorale, qui stipule la parité verticale et horizontale⁽¹⁰⁾.

Cependant, le pourcentage de femmes ayant accédé à la présidence des municipalités n'est que de 19,5% soit un total de 68 présidentes de municipalités. Ceci est dû au fait que les partis n'ont pas respecté le principe de parité et leur choix été basé sur les « compromis ». A titre d'exemple, nous ne trouvons que 3 femmes à la tête des municipalités à Gabès sur un total de 16 municipalités; nous avons également 3 femmes la tête des municipalités à Gafsa pour 13 municipalités, et 6 femmes à Bizerte pour un total de 17 municipalités.

9. Dejoui (N), Résultats des élections municipales 2018, 9 mai 2018, l'Economiste maghrébin, <http://www.leconomistemagreb.com/09/05/2018/résultat-final-de-lisie/>.

10. L'article 49 stipule : « Les candidatures pour le mandat de membre des conseils municipaux et régionaux sont présentées sur la base du principe de parité entre femmes et hommes et de la règle de l'alternance entre eux sur la liste...Les candidatures pour le mandat de membre des conseils municipaux et régionaux sont également présentées sur la base du principe de parité entre femmes et hommes à la tête des listes partisans et celles de coalition qui se présentent dans plus d'une circonscription électorale. » Loi organique 2017-7 du 14 février 2017, modifiant et complétant la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014 relative aux élections et référendums. Journal officiel de la République tunisienne, p 569.

Tableau N° 6 : Répartition par sexe des présidents de conseils municipaux

Gouvernorat	Femmes	Hommes	Total
Bizerte	6	11	17
Gafsa	3	10	13
Gabès	3	13	16

Source : l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), 2018.

Nous avons également constaté le maintien des femmes dans leur rôle reproductif et social lors de l'attribution des missions et responsabilités dans les conseils municipaux. La plupart du temps, elles sont chargées des commissions de la santé, la culture, les affaires sociales et la famille, tandis que les hommes sont chargés des affaires financières et administratives, des travaux et aménagement urbain, de la coopération et des affaires étrangères.

Tableau N° 7 : Femmes présidentes de municipalité dans les trois gouvernorats

Bizerte	Gabès	Gafsa
Thouraya Abdelaziz Saidani (Présidente de la municipalité de Hachachna, liste El Ajyel)	Aïcha Boussetta (Présidente de la municipalité de Katana, parti Ennahdha)	Sihem Dinari (Présidente de la municipalité de Metlaoui, parti Ennahdha)
Sarra Thameur (Présidente de la municipalité de Tinja, parti Ennahdha)	Bornia Ajmni (Présidente de la municipalité de Menzel Habib, parti Ennahdha)	Kawthar Hazzèze (Présidente de la municipalité de Belkhir, parti Ennahdha)
Samah Amira ⁽¹¹⁾ (Présidente de la municipalité de Métline, parti Ennahdha)	Faïza Hrizi (Présidente de la municipalité de Habib Thameur Bouattouche, parti Ennahdha)	Mabrouka Bouzayane (Présidente de la municipalité de Lala, parti Ennahdha)

11. Madame Amira Samah a démissionné de la présidence de la municipalité de Métline parce qu'elle ne souhaitait pas se consacrer à plein temps à cette tâche. Monsieur Hamdi Zaghib a été élu pour la remplacer.

Naziha Gaddacha (Présidente de la municipalité de Menzel Jamil, parti Ennahdha)		
Nessima Machergui (Présidente de la municipalité de Ghazala, parti Nida Tounès)		
Marwa Dridi (Présidente de la municipalité de Menzel Abderrahmane, parti du Courant démocra- tique)		

Source : l'enquête sur terrain, 2018.

c. La représentation des femmes dans les délégations et sous-délégations : une présence timide et quelques initiatives en faveur du changement

La participation des femmes au niveau des postes de responsabilités et de prise de décision des autorités locales, délégations et sous-délégations reste généralement faible dans l'ensemble du pays. Nous avons enregistré en 2015, 33 déléguées, réparties comme suit : 11 dans le Grand Tunis, 9 dans la région du Centre-est, 7 dans le Nord-est, 3 dans le Nord-ouest, 2 dans le Sud-ouest et 0 dans le Sud-est⁽¹²⁾.

La situation à Bizerte est assez exceptionnelle. Pour la première fois en Tunisie, un gouvernorat compte en 2014 sept femmes sur un total de 14 délégués. Ce chiffre a légèrement baissé avec le remplacement de la déléguée de Menzel Jamil.

12. La femme et l'homme en Tunisie : des indicateurs et des chiffres, CREDIF, Tunis, 2016, p 194.

Tableau N° 8 : Noms des six délégués femmes en fonction à Bizerte jusqu'en 2017 ⁽¹³⁾.

Nom des six déléguées en fonction à Bizerte jusqu'en 2017 ⁽¹³⁾
Mme Samia Bouallègue : déléguée de Joumine
Mme Wafa Ben Arif : déléguée de Bizerte Nord
Mme Basma Elouni : déléguée de Bizerte Sud
Mme Hayet Mettichi : déléguée d'Utique
Mme Latifa Saïdi : déléguée de Ras Jbel
Mme Basma Ben Ahmed Kalāï : déléguée pour les affaires sociales au gouvernorat de Bizerte

Source : l'enquete de terrain, CAWTAR, 2018.

13. D'après une liste publiée par la présidence de la République en 2014, 2015 et 2017, mise à jour sur la base du JORT.



Safa Hachani, première femme nommée au poste de « omda » à Menzel Abderrahman- Est au gouvernorat de Bizerte (Oued Erroumine) est âgée de 27 ans. Elle a été nommée en octobre 2017. Elle est titulaire d'une licence d'administration des affaires. Elle était au chômage pendant 5 ans.

Notons qu'il n'y a aucune femme déléguée dans les gouvernorats de Gabès et Gafsa.

Dans le poste de Omda ou sous-déléguée, madame Safa Hacheni a été nommée Omda de Menzil Abderahmen et ceux pour la première fois dans l'histoire de la région, et de même pour Gabes ou on a nommé madame Nesserine Rajah Nasfi dans le poste de sous déléguée a Gabes ville.



Nesserine Rajah Nasfi, première femme nommée au poste de « Omda » dans la zone 4 de Bab Bhar relevant de la délégation de Gabes Ville. Elle est âgée de 33 ans, mariée et titulaire d'un diplôme universitaire. Elle a été nommée le 3 Avril 2018.

**d. La représentation des femmes dans les partis politiques :
une présence en deçà des attentes, tributaire de la décision du parti**

Commençons par relever la difficulté d'obtenir des données sur la participation des femmes au sein des partis politiques -même si ces derniers se montrent plus coopératifs que les instances gouvernementales ou les autorités locales-, pour des raisons multiples. Dans certains cas, le parti n'a pas une connaissance précise de la composition de ses bureaux régionaux et/ou locaux parce qu'ils sont en mouvement continu. Les dirigeants régionaux se trouvent obligés de contacter les responsables des bureaux locaux afin de mettre à jour les données relatives au nombre de femmes dans les bureaux exécutifs à l'échelle local.

Dans d'autres cas, les dirigeants des partis politiques préfèrent cacher les chiffres pour camoufler le déséquilibre entre le nombre des femmes et celui des hommes au sein des différentes instances (ce qui est en contradiction avec leur discours sur le respect du principe d'égalité et de la parité), ou encore parce que ces chiffres révéleraient la taille réelle du parti (la plupart des partis ne disposent pas de bureaux régionaux ou locaux à l'exception des mouvements Ennahdha et Nida Tounès qui détiennent des sièges dans toutes les localités, parfois même dans les villages les plus reculés.

Dans les trois gouvernorats, la participation des femmes dans les partis politiques et en particulier dans les structures de prise de décision, reste en deçà des attentes et dépend de la décision des partis.

Les taux de participation varient en fonction des partis et des délégations, mais dans tous les cas, la participation décroît à mesure que l'on se dirige vers les bureaux locaux, et plus particulièrement dans les zones rurales où nous avons pu observer une absence totale des femmes au niveau de l'administration et de la direction des partis politiques.

13. D'après une liste publiée par la présidence de la République en 2014, 2015 et 2017, mise à jour sur la base du JORT.

Les leaders masculins des partis politiques que nous avons interrogées expliquent le nombre réduit de femmes dans leurs bureaux exécutifs par « l'absence de cadres féminins expérimentés » ou par le fait que « les femmes ne peuvent pas se consacrer pleinement à l'action partisane » ou encore par celui que « les femmes sont peu désireuses d'occuper des postes de direction ».

« La participation des femmes à Bizerte Ville est faible; elle est peut-être meilleure au niveau des délégations. En général, à Bizerte, les femmes, malgré leur forte volonté, ne disposent ni des compétences, ni des outils, ni encore de la formation et de l'expertise. C'est pourquoi nous avons besoin de formation dans tous les secteurs et tous les domaines ».

Lilia

Parti Machrou Tounès, Bizerte.

De même, certaines femmes présentes dans les structures des partis ont été « recrutées » par nécessité conjoncturelle. C'est ce qui s'est produit en particulier pour le parti Ennahdha lors des élections municipales. Certaines femmes sorties victorieuses des élections nous ont confié qu'elles n'avaient été ni membres ni proches du parti Ennahdha auparavant, mais qu'elles avaient répondu à l'invitation reçue et avaient adhéré au parti après leur victoire aux élections.

« Je me suis inscrite sur la liste d'Ennahdha. Ce sont eux qui me l'ont proposé, et ma famille m'a encouragée. J'ai donc accepté et je suis aujourd'hui membre d'un conseil municipal et présidente de la commission démocratie participative et gouvernance... ».

Samira

Membre de conseil municipal,

Parti Ennahdha, Gabes.

La présence des femmes varie selon les partis politiques et les bureaux (régionaux ou locaux), sans qu'il n'y ait de règle s'appliquant à tous les cas. De même la présence des femmes dans les structures des partis est influencée par la région, le milieu, les coutumes, le niveau d'instruction et autres facteurs.

« Il existe beaucoup d'obstacles à la participation des femmes à la vie publique et politique. Même avec la promulgation de la loi sur la parité, nous sommes et nous serons confrontés à des problèmes. Il n'y a pas beaucoup de femmes disposées à s'engager dans la vie politique et certains partis n'ont pas pu trouver des femmes à inscrire sur leurs listes électorales. C'est par exemple le cas pour Bazina, Joumine, Sejnène qui sont des villages ruraux extrêmement conservateurs alors qu'à Bizerte nous n'avons pas rencontré ce problème. Les partis politiques ont eu du mal à trouver des femmes à mettre sur leurs listes : certaines ne s'intéressent pas à la vie politique, d'autres craignent la violence, les attaques, le harcèlement et les atteintes à la réputation. Certaines femmes déclarent simplement que leur mari s'y oppose, et d'autres essaient d'enrober cela en disant qu'elles veulent se consacrer à l'éducation de leurs enfants et n'ont pas de temps pour la politique. La délégation de Mateur est une région rurale agricole, où les femmes ne veulent pas participer. Dans une petite ville comme Mateur, la participation des femmes n'est pas valorisée ; au contraire, celle qui participe s'expose à l'envie, aux attaques verbales et à la diffamation, parfois de la part d'autres femmes ».

Houssem

Membre de conseil municipal,

Nida Tounès, Mateur- Bizerte

« Il y a des pressions sociales qui s'exercent sur la femme et empêchent sa participation. Même si elle participe, elle est soumise à un système machiste qui manipule la loi de façon que la femme soit présente en apparence, mais sans avoir la compétence nécessaire : on choisit souvent les femmes influençables et manipulables. Dans les campagnes, et en l'absence de lois, l'homme contrôle même l'opinion de la femme; c'est lui qui décide si elle va voter et pour qui elle doit le faire. Ajoutons à cela la difficulté de se rendre à la ville et le fait qu'elle n'hérite pas et n'a pas d'autonomie matérielle ».

Yassin

Association Nouvelle Capsa, Gafsa.

**Tableau N° 9 : Nombre des femmes et d'hommes
dans les structures des partis politiques**

Bureau	Femmes	Hommes
Parti Ennahdha		
Bureau régional de Bizerte	4	10
Conseil de la « Choura » régional de Bizerte	7 ⁽¹²⁾	22
Bureau régional de Gafsa	3	12
Bureau régional de Gabès	3	9
Parti Nida Tounès		
Bureau régional de Gafsa	3	7
Bureau régional de Gabès	8	20
Le Front Populaire		
Bureau régional de Bizerte	2	5
Bureau régional de Gabès	1	6
Parti Afek Tunis		
Bureau régional de Bizerte	4	4
Bureau régional de Gabès	4	5
Bureau régional de Gafsa	-	-
Parti Machrou Tounès		
Bureau régional de Gabès	2	5

Source : l'enquête de terrain, 2018.

Les résultats de l'enquête menée dans les trois gouvernorats révèlent que:

1. De nombreux partis ne possèdent pas de siège/ou de siège stable, et ils n'ont pas de permanence au niveau régional ou local, et régional.

14. La présidente du conseil régional « Chouraa » du parti Al Nahdaa à Bizerte est une femme et ce fut la 1^{ière} fois à l'échelle régional. il s'agit de madame Fatma Mathlouthi.

2. Le parti du « Mouvement Ennahdha » est le seul parti présent dans toutes les localités, villages et campagnes dans les 3 gouvernorats, de manière stable et organisée. Il est également le seul parti pour lequel nous avons constaté que les bureaux étaient équipés, disposant même de caméras de surveillance, ordinateurs, imprimantes etc.
3. Les autorités locales (gouvernorats, délégations...) ne disposent pas d'informations précises sur le nombre de partis politiques présents ou sur leurs membres à l'échelle régionale ou locale, en raison du phénomène fréquent de « tourisme politique » et de l'instabilité de leurs structures, A quelques exceptions près
4. les femmes sont toujours chargées par les partis des commissions liées au rôle reproductif et social de la femme (on peut consulter à cet égard les pages officielles des partis sur le web, pour y trouver les informations à l'échelle nationale et régionale.

**e. La représentation des femmes dans les organisations nationales :
une force électorale et une représentation modeste**

Le taux de représentation des femmes dans les organisations nationales ne diffère pas de ce qu'il est dans les autorités locales, les partis ou les assemblées élues. Si nous prenons pour exemple le cas de l'Union générale des travailleurs tunisiens « UGTT » et l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat « UTICA », nous constatons une grande faiblesse de la représentation des femmes au niveau des différentes structures locales, régionales et même nationales de ces organisations.

Le bureau national de l'UGTT contient une seule femme (Mme Naima Hammami) sur les 13 membres élus lors du dernier congrès qui a eu lieu en janvier 2017, bien que les femmes représentent la base électorale de l'UGTT (54% des adhérents de l'organisation sont des femmes)⁽¹⁵⁾, leur présence dans les structures syndicales -fédérations, unions régionales

15. Mahfoudh (D), Les femmes Tunisiennes dans le travail et le mouvement syndical, Friedrich Ebert Stiftung, Janvier 2017, p 56.

ou syndicats de base- n’a jamais été significative. Même si l’UGTT s’est engagée dans son 23^e Congrès à accroître la représentation des femmes dans ses structures, les faits constatés indiquent toujours sa faiblesse de dans toutes les structures et tous les secteurs, et la résolution rencontre des oppositions, parfois même de la part de femmes syndicalistes, comme elles l’ont témoigné lors de notre enquête.

« Je suis professeur d’allemand à Gabès et dans le syndicat depuis 2004. J’étais syndicaliste dans l’âme et j’ai adhéré à l’UGTT. C’est peut-être héréditaire, car je suis la descendante de Daghbaji et de Hammi et je ne tolère pas l’humiliation pour les autres. Durant la période 2013-2017 j’ai été membre du syndicat de base, et j’en suis devenue maintenant la secrétaire générale. Nous avons eu un congrès dans lequel la liste « Fidélité aux principes de Hached » a gagné. Nous étions six, 4 hommes et deux femmes... je suis membre du syndicat comme les autres... je n’aime pas qu’on dise de moi « la secrétaire générale du syndicat », par respect pour mes collègues hommes... ça ne se fait pas... non, vraiment, je n’aime pas ça. Je n’aime pas que les femmes participent pour la forme et pour remplir les listes, elles doivent gagner la confiance de la base... C’est pourquoi je suis contre l’article 3 du nouveau règlement de l’UGTT qui stipule le principe du quota ; ça ne renforce pas les femmes, au contraire, c’est contre les femmes (même si elle reconnaît que c’est cet article qui lui a permis d’être à la tête du syndicat) ».

Amal

Secrétaire générale de syndicat de base, UGTT, Gabès

Tableau N° 10 : Présence des femmes au sein des bureaux l’UGTT dans les 3 gouvernorats

Bureaux régionaux de l’UGTT 2018				
Gouvernorat	Nombre de membres du bureau syndical	Femmes	Hommes	Secrétaire général
Gabès	11	2	9	Saleh Ben Hamed
Gafsa	11	1	10	Mohamed Sghaïer Miraoui
Bizerte	11	2	9	Béchir Sahbani

Source : l’enquête de terrain, 2018.

La situation n'est guère différente à l'UTICA au niveau des instances dirigeantes. Dans le bureau exécutif national de l'UTICA élu le 17 janvier 2018, on trouve seulement 3 femmes sur un total de 31 membres. (aucune femme n'a été chargée de la présidence dans les comités dirigeantes au sein du bureau). Monsieur Samir Majoul a succédé Madame Wided Bouchamaoui (originaire de Gabès) à la présidence du bureau national.

A l'échelle régionale, le nombre des femmes dans les bureaux régionaux ne dépasse pas 2 dans les meilleurs des cas.

« La participation des femmes dans notre organisation est insuffisante en raison de la nature de l'activité industrielle et commerciale, traditionnellement dominée par les hommes. Par conséquent la culture de l'initiative féminine est inexistante ».

Raoudha

Chambre de l'industrie et du commerce, Gabès

Tableau N° 11 : Présence des femmes au sein des bureaux l'UTICA dans les 3 gouvernorats

Bureaux régionaux de l'UTICA (Décembre 2017)				
Gouvernorat	Nombre de membres du bureau exécutif	Femmes	Hommes	Le président
Gafsa	23	2	22	Bilel Khefifa
Gabès	21	0	21	Tahar Hajji
Bizerte	21	2	19	Mohamed Larbi Almia

Source : l'enquête de terrain, 2018.

**f. La représentation des femmes dans les associations :
les associations autres que féminines sont dirigées par les hommes**

Le paysage associatif en Tunisie s'est beaucoup enrichi après la révolution de 2011, le nombre d'association s'élevait au mois de mars 2018 à 21,147⁽¹⁶⁾.

A Gafsa nous avons enregistré 828 associations, contre 748 à Gabès et 905 à Bizerte. Dans les instances dirigeantes des associations des trois gouvernorats, la présence des femmes reste faible et à part les associations exclusivement féminines, les hommes dominent toujours les bureaux directeurs/exécutifs.

De même la grande majorité des associations sont présidés par les hommes. Les personnes que nous avons interviewées expliquent cette situation par la réalité sociale et la plus grande facilité pour les hommes de se déplacer et d'accéder à l'espace public.

« Je suis la seule membre de l'instance dirigeante de notre association bien que je ne sois pas sportive, mais je me suis portée volontaire lorsque l'un des membres de l'association me l'a proposé. J'ai été très étonnée de découvrir qu'il n'y avait pas de femmes dans l'association à part une qui faisait de la figuration ».

Nawara
Association de handball
de l'Olympique de Gafsa, Gafsa

Par ailleurs, Les femmes ne se proposent pas pour les positions de responsabilité dans les associations car cela implique une présence plus grande, ce qui pose problème pour elles dans les trois gouvernorats.

16. D'après le site web du centre Ifada, www.ifeda.org.tn, consulté le 13 mars 2018.

« J’ai compris par expérience depuis 2011 que le travail associatif est la chasse gardée d’une catégorie sociale composée essentiellement d’hommes d’un certain âge... C’est ainsi que la majorité des associations de Gafsa sont dirigées par des hommes de plus de cinquante ans, avec qui il est difficile de traiter et qu’on a du mal à convaincre du rôle des jeunes et des femmes... J’ai rencontré les mêmes problèmes dans toutes les associations où je me suis engagée, c’est pourquoi nous avons décidé, moi-même et un groupe d’amis(es) de fonder une association de jeunes. Là les choses sont très différentes, malgré notre manque d’expérience. Nous n’avons pas de problème de représentation que ce soit du point de vue genre ou du point de vue âge. Notre participation est efficace, parce qu’il y a des jeunes femmes présentes au niveau de la direction, ce qui a encouragé d’autres jeunes, femmes et hommes, à adhérer ».

Olfa

Association Jeunesse de Capsa, Gafsa

Nous terminerons cette partie en soulignant quelques caractéristiques du travail associatif après 2017, qui font l’unanimité des personnes interviewées :

1. Les associations naissent et disparaissent à grande vitesse, et se caractérisent par une mobilité interne permanente ;
2. Le travail associatif est politisé et lié aux partis politiques (particulièrement Ennahdha et Nida Tounès) ;
3. Dans la pratique, les associations ne se consacrent pas à l’activité pour laquelle elles se sont inscrites. La recherche de financements les amène à s’ouvrir sur des domaines qui ne sont pas liés à leur activité officielle ;
4. Les compétences humaines au sein des associations se caractérisent par leur faiblesse ou leur irrégularité ;
5. Le manque de ressources fragilise les associations, qui souvent ne disposent pas d’un local ;
6. Le phénomène des « associations familiales » réduit la transparence du travail associatif ;

7. IL est difficile de dresser une liste précise des associations en raison de l'instabilité des données. De même, il est difficile de faire un inventaire objectif et scientifique, et à mesure que l'on examine des données censées prouver l'existence effective de ces associations, leur nombre s'amenuise ;
8. Enfin, l'adhésion des acteurs à plusieurs associations à la fois où ils occupent des positions de responsabilité porte atteinte à leur mission au sein de ces associations.

III. L'engagement dans l'action politique et associative : politisation, désir d'intégration, crainte ou simple hasard ?

La plupart des interviewés dans cette étude ont estimé que la participation des femmes, notamment politique, est une question évidente qui ne nécessite pas de décision ou des mesures spécifiques, ni d'ailleurs un effort particulier de la part des institutions de l'État et des organisations de la société civile ou même des instituts de recherche.

Cependant, parmi les interviewés, nous avons trouvé certaines qui pensent que la place des femmes est dans l'espace privé et que si leur participation à la vie publique les empêche de remplir leurs obligations familiales, il est préférable de quitter cette activité et de se consacrer à leur famille.

« La participation doit être proportionnelle et non pas dans tous les domaines, elle ne doit pas être en dépit du rôle fondamentale de la femme dans la prise en charge de la famille ».

Farah

Unité du travail social à la délégation, Gabès.

« La participation est importante mais le foyer est plus important... Je pense que la participation à la vie publique peut se faire à partir de la maison car je considère que c'est la question matérielle qui a forcé la femme à sortir de sa maison ».

Sana

Association de WASM, Gabès.

Pour comprendre la réalité de cette participation, ses causes et ses obstacles, nous avons essayé dans notre étude de mettre en lumière les femmes impliquées dans la vie publique et politique aujourd'hui à Bizerte, Gabès et Gafsa. Qui sont-elles ? Comment sont-elles entrées dans le domaine politique / publique et pourquoi ? Quels sont les obstacles rencontrés et comment elles évaluent leurs expériences ? Et quelles sont leurs ambitions politiques ?

L'accès des femmes dans la sphère politique et civile en général se divise en deux catégories:

1. Les femmes engagées dans l'action politique/publique avant le 14 janvier 2011 :

Dans ce cas, l'appartenance politique et l'activité partisane ou associative peuvent être considérées comme la poursuite d'une formation et d'une expérience politique antérieure, clandestine ou au sein du parti au pouvoir, avant la révolution. Cet engagement a généralement débuté dans les lycées et à l'université, ou dans les structures syndicales et les partis.

Avant le déclenchement du processus révolutionnaire en 2010/2011, l'accès et l'engagement politique ou public exigeait la possession d'un capital culturel (niveau d'éducation et de connaissances) et social (environnement favorable) permettant aux acteurs/trices d'acquérir des aptitudes et des connaissances qui les incitent à choisir l'engagement politique et public.

Les entretiens effectués dans le cadre de cet étude nous ont permis de constater que les causes de l'engagement des femmes dans la vie politique et public avant la révolution variaient en fonction des régions et de l'instance où elles se sont engagées.

Les femmes appartenant alors à l'opposition ont indiqué que leur engagement avait été un choix personnel dont elles avaient généralement payé le prix (sous forme de prison, harcèlement, torture ou entrave de leurs études ou de leur carrière professionnelle; ces exactions se sont également étendues à leur famille).

« Au lycée, j'ai compris que je ne pouvais être que de gauche, même si je ne savais rien de ce que c'était, mais je prenais toujours la défense des démunis... Je me suis engagée dans l'Union de la jeunesse communiste dès l'âge de 16 ans. J'ai toujours milité dans la clandestinité ; même mon mari ne l'a appris qu'après la révolution. C'est alors seulement que j'ai révélé mon appartenance au Parti des travailleurs, et cela a été un choc pour tout le monde ».

Hayet

Parti des travailleurs, Gafsa

« Dès mon jeune âge j'avais une conscience politique. J'appartiens à une famille islamiste engagée, qui militait dans « le Mouvement islamiste » et nous étions tous opposés au régime. Mon frère était en prison sous Ben Ali, et moi je me suis engagée dès la troisième année secondaire ; je portais le voile...A l'université j'ai milité au syndicat ; en 1996, le courant islamiste n'était pas présent de manière ouverte à l'université, et nous militions surtout sous couvert des partis nationalistes arabes. Après la révolution, j'ai adhéré officiellement au parti Ennahdha ».

Fatma

Parti du Mouvement Ennahdha, Bizerte.

« J'ai commencé mon activité politique depuis le secondaire. J'ai connu un camarade à Gafsa, et nous avons créé une cellule scolaire clandestine. C'était difficile, être femme et dans l'opposition !!! Nous étions au premier rang des marches de 1984. Il y avait des coups de feu, et nous pensions que c'était des coups de feu à blanc, mais non, c'était des vrais, et notre camarade Khaled Barhoumi y a perdu la vie. Après la révolution, lors du congrès constitutif du parti des Patriotes démocrates, le premier bureau régional a été ouvert à Redeyef, j'y suis entrée comme membre du conseil et j'ai commencé à militer à visage découvert ».

Radhia

Parti des Patriotes démocrates, Redeyef.

Quant aux femmes qui faisait partie du régime politique de Ben Ali et le RCD qui était au pouvoir, elles disent qu'elles y sont entrées « parce qu'il n'y avait pas d'autres espaces pour faire une activité politique ». D'autres déclarent l'avoir fait par ce qu'elles y étaient contraintes, ou qu'elles avaient peur, ou qu'elles recherchaient une protection, et pour « se prémunir » des détenteurs du pouvoir.

L'adhésion aux partis d'opposition à l'époque, n'était pas un choix facile, qu'il s'agisse des partis islamistes ou des partis de gauche. L'adhésion aux structures du Rassemblement Constitutionnel Démocrate (RCD) permettait de se rapprocher du pouvoir et de gravir les échelons au plus vite.

Nous constatons qu'avant la révolution, il n'était pas possible de séparer l'action associative civique et l'action politique, puisque la première était tributaire de la seconde, ce qui a dissuadé beaucoup de tenter l'expérience.

J'ai adhéré au RCD en 1997. Mon mari était de gauche et jusqu'ici il est sans travail, car il fait partie de ceux qui ont fait l'objet de sanctions disciplinaires. Il militait au sein de l'Union des étudiants. Il a pris part à tous les concours sans succès, et à ce jour il est exclu. J'ai été obligée d'adhérer au RCD pour alléger les exactions contre lui, malgré cela j'ai été empêchée de travailler à la maison de la culture...Le gouverneur de Gabès m'a contactée en 2002 pour me proposer de me présenter pour être déléguée régionale de l'Union des femmes (UNEFT). J'ai consulté mon mari et il m'a soutenue. Il existe beaucoup de femmes comme moi qui travaillaient à l'UNEFT et qui étaient des opposantes farouches. J'étais toujours l'objet d'accusations parce que je disais que le RCD ne me concernait pas. Aujourd'hui je suis fière de mon appartenance à l'UNEFT ».

Naïma

Association La Mémoire des jours, Gabès.

2. Les femmes engagées dans l'action politique/publique après le 14 janvier 2011

D'après les témoignages recueillis, beaucoup de femmes se sont engagées dans la vie publique et politique après la révolution, soit par volonté de « construire le pays » et de « changer les choses maintenant que le champ était libre pour la participation », soit qu'elles craignaient les menaces qu'elles jugeaient sérieuses pesant sur le statut de la femme après les résultats des élections de 2011 et elles voulaient relever les défis, ces femmes considéraient qu'elles avaient une responsabilité historique. D'autres cherchaient simplement à combler un vide, notamment dans le cas du travail associatif.

« Après la révolution j'ai décidé d'intégrer la société civile parce que c'était une période d'ouverture et l'émergence d'associations à la lumière de la propagation des libertés et surtout la liberté d'expression, j'ai intégré a la chaine radio locale « la voix des mines » en 2014, puis je me suis déplacée vers la chaine radio régionale, et j'ai fondé l'« Association des Femmes Rurales » en 2013 ».

Nahla

Centre d'hébergement des femmes victimes de violence, Sidi Aich, Gafsa

« Suite au départ de Ben Ali en 2011, je me suis engagée politiquement parce que je voulais la liberté et je voulais empêcher la dictature en Tunisie... j'ai contacté mes camarades du mouvement Nahdha et on a décidé de créer un bureau régional à Gafsa ».

Houda

Parti du Mouvement Ennahdha, Gafsa

« J'ai commencé mon activité politique en 2012 dans le parti Nida Tounès. J'appartiens à une famille essentiellement RCD. Après 2011, j'ai ressenti la nécessité d'entrer en politique. Pour moi, un appel au secours avait été lancé pour sauver la Tunisie du projet des Frères musulmans et des menaces pesant sur les droits des femmes, et j'ai décidé de m'engager dans la politique. Cela coïncidait avec la constitution du parti Nida Tounès ; j'ai été contactée pour adhérer au parti et j'ai accepté. Les femmes de Tunis et de Bizerte sont sorties dans la rue lorsqu'elles ont senti que le modèle social tunisien était menacé, avec la remise en question des acquis juridiques de la femme et de sa position dans la société ».

Hayet

Parti Nida Tunis, Bizerte

« J'ai été élue au niveau régional pour être membre du Conseil national. Je me suis présentée au bureau politique et j'ai été élue 6° sur 40. J'étais deuxième sur la liste pour les élections de 2011 et à la tête de la liste de 2014. A l'époque je n'avais pas de grandes ambitions, en raison de mes responsabilités familiales, mais j'ai toujours milité pour que les femmes soient à l'avant-garde car la politique restait le monopole des hommes, qui la pratiquaient dans les cafés. Aujourd'hui mon expérience me permet de m'engager dans les élections municipales et de dire « mes femmes sont là, à vous de trouver les hommes ». Le problème de la parité horizontale se pose au niveau des zones rurales, où il est difficile même de trouver des femmes ».

Boutheïna

Parti Afek Tounès, Gabès

« J'ai connu l'association « Meched » après 2011. C'était un groupe de jeunes qui agissait sans autorisation dans le domaine caritatif. J'étais naïve, je voulais écrire des choses sur face book, et mettre des photos pour montrer que j'étais active et que j'aidais. A mon retour à Gafsa, j'avais beaucoup de temps libre, et je me suis dit : « pourquoi ne pas entrer dans le travail associatif pour remplir le temps ? ». Par la suite les choses ont changé, je me suis sentie responsable, et aujourd'hui je m'intéresse même à la politique ».

Emna

Association Meched ,Gafsa

Nous constatons que l'appartenance à des organisations telles que le Croissant-Rouge, l'Union Nationale des Femmes Tunisiennes, l'Organisation Scoute Tunisienne ou à certaines organisations d'étudiants et de jeunes, pourrait constituer un facteur encourageant pour l'engagement civique et politique des femmes après 2011.

« J'ai débuté avec l'Union Nationale des Femmes Tunisiennes depuis un jeune âge et j'ai beaucoup appris... après la révolution, j'ai participé à des activités de volontariat avec l'Association « Mowatinoun » sur la question de l'abandon scolaire. Ensuite, j'ai travaillé au bureau local du mouvement Nahdha car il n'y avait pas de composante féminine. J'ai laissé une empreinte importante, j'ai travaillé sur la question de la création de revenus et d'emploi pour les femmes veuves qui appartiennent au parti et qui ont perdu leur mari lors d'un accident (300 dinars de salaire pour chaque femme). J'ai quitté le mouvement parce que je ne suis pas convaincu du travail au sein des partis politiques, pour moi c'était juste pour combler le vide jusqu'à ce que j'ai pu trouver l'alternative qui était le travail associatif ».

Fayza

Association Errahma, Sidi Aich, Gafsa.

Les raisons de l'intégration et de l'engagement public et politique diffèrent entre les femmes et les hommes, et cette différence s'étale sur leur évaluation de l'expérience.

L'entrée des hommes, en particulier des jeunes, dans le champ politique est lié principalement à une culture qui a été préservée après la révolution de 2011 et qui se résume selon les intervenants dans une « culture d'opportunisme ».

Selon les interviewées, beaucoup de jeunes se sont lancés dans le domaine politique suite aux résultats des élections de 2011. Ils ont constaté que les partisans du Mouvement El Nahdha ont bénéficiés de plusieurs privilèges, y compris l'obtention d'emploi. Suite à ce constat ils ont décidé de faire part de ce jeu pour « partager les gains ».

« Nous pensions avoir fait une révolution pour éliminer la marginalisation et pour trouver de l'emploi. Nous avons constaté que ceux qui n'avaient pas bougé pendant la révolution étaient les premiers à en bénéficier après 2011. Tous les jeunes de Mateur et moi-même avons déclaré que nous devrions prendre notre part du « gâteau », ce qui était notre droit à tout prix. Nous avons intégré le Mouvement Nidaa Tounes, Dieu merci, nous y sommes parvenus. Mon frère a eu un travail, et moi j'ai parfois des activités plus artisanes et je me présenterai aux élections municipales ».

Houcem

Nidaa Tounes, Mateur.

« Après 23 ans de désertification culturelle, intellectuelle et politique, il y a une troisième génération, loin de l'action politique, et lors de la révolution, lorsque l'opportunité de fusion s'est présentée, j'ai réalisé que l'action politique est essentiellement opportuniste. Aujourd'hui, les jeunes sont politiquement exclus. Ceux qui n'intègrent pas dans les grands partis politiques, à savoir El Nahdha et Nidaa Tounes, sans exclus : (pas de parti = pas d'emploi). Il y a un état de frustration générale et une perte de confiance ».

Imad

Association des compétences pour l'emploi, Mateur.

IV. Les défis qui entravent la participation publique et politique des femmes

Les femmes des gouvernorats de Bizerte, Gafsa et Gabès rencontrent des difficultés et des défis multiples lorsqu'il s'agit de s'engager dans le domaine civique ou politique. S'il est vrai que les obstacles existent aussi dans les autres gouvernorats, et même à l'échelle nationale et régionale arabe, on relèvera des différences dans les solutions proposées pour changer la situation et relever les défis, en fonction de la réalité de chaque région.

Il est important de rappeler que les régions couvertes par cette enquête ont connu une importante participation des femmes à différents moments de l'histoire. A Bizerte et Gabès, les femmes ont pris part à la lutte contre la colonisation française de manière directe et ouverte, et nous avons des femmes militantes tels que « Halouma Hnini », « Om Essaad Yahia », « Khadija Rabah Zahari », « Mabrouka Sebtia », « Halima Zaima », « Cherifa Fayeche » etc., et d'autres femmes martyres durant cette époque tels que « Hbibia Jbablia », « Mounira Najjar », « Naima Touati », « Hbibia Hssouna », « Zohra Touati », « Emna Fitouri » etc... Il en est de même pour Gafsa, où les femmes étaient au premier rang lors du soulèvement minier de 2008, et on cite « Jemaâ Hajji », « Afef Boukadouss », « Eljia Jedidi », « Leila Khaled Labidi », « Yemna Chraïti » et « Ghzela Mhamdi ».

De manière générale, la participation dans les trois régions est influencée par un ensemble de facteurs internes et externes, définis comme suit pendant les entretiens avec les acteurs locaux interviewés :

1. les facteurs ayant un impact dans la région de Bizerte, vus par les personnes interviewées :

a. Le conflit entre Youssefistes et Bourguibistes:

La majorité des interviewées dans cette enquête estiment que la politique de l'État tunisien après l'indépendance était un facteur important dans la détermination de la situation politique et du développement de la région de Bizerte, notamment avec la position du président « Habib Bourguiba » suite au soutien de la majorité des dirigeants de la région de Bizerte à « Saleh Ben Youssef » dans son conflit avec ce dernier, et surtout après la tentative de coup d'État à laquelle ont participé de nombreux « Bizertins ».

Cette politique a laissé son impact sur la vie politique et sur le développement de la région, qui subit jusqu'à aujourd'hui la marginalisation politique, économique et même culturelle selon les acteurs politiques interviewés.

« Bizerte est une région côtière intérieure, riche, mais elle n'est pas pionnière en Tunisie en raison de choix politiques. Bourguiba avait des positions contre Bizerte et contre les opposants Youssefistes. Après 1962, Bourguiba a pris sa revanche sur la tentative de coup d'Etat de Ben Youssef ».

Mehdi

Association Hippodartus, Bizerte

« Les Bizertins haïssaient Bourguiba parce qu'il a évacué les français de Bizerte. Les Bizertins étaient des traîtres pour le compte des français à Bizerte, puis après ils ont soutenu « Salah Ben Youssef ».

Salwa

Association pour la promotion du droit à la diversité, Bizerte.

b. Les particularités de la personnalité des Bizertins, des « bon vivant » anti-politique:

Les personnes interrogées pensent que la représentation de la personnalité du Bizertin a un impact sur sa participation à la sphère publique, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes. Selon les témoignages, le Bizertin est une personne « indifférente à la vie politique ou sociale », qui ne s'intéresse qu'au football et à la pêche.

« Le Bizertin est quelqu'un de craintif, il n'aime pas l'autre, c.a.d le non-bizertin, il ne participe pas à la vie publique et politique. C'est une personne qui se considère comme un bon vivant, (exactement comme les Français), il aime partir en voyage, mais il ne participe pas à la vie citoyenne et il n'aime ni la politique ni la culture ».

Fauzi

Cadre au ministère de la santé, écrivain, Bizerte.

c. Les effets de l'expansion de l'islamisme:

Les personnes interrogées ont confirmé que Bizerte est l'une des zones conservatrices dans lesquelles les islamistes ont émergé en tant qu'acteurs politiques, bien qu'elle soit une zone côtière censée être plus ouverte.

« La participation des femmes à Bizerte à la vie publique et politique est faible, ce qui est en grande partie lié à l'histoire. La présence de la tendance islamique dans les années 70, 80 et 90 était très importante à Bizerte (El Alia, Mételine, Rass Eljebal..). Les dirigeants du « Mouvement de la Tendance Islamique » ont été réprimés par le système politique. Les femmes du mouvement Nahdha ont réussi à inciter les femmes qui appartenaient à des familles persécuté à participer aux élections en 2011 et 2014 ».

Hayat

Parti Nidaa Tounes, Bizerte.

2. Les facteurs ayant un impact dans la région de Gafsa, vus par les personnes interviewées :

a La culture de la « rébellion et les conflits intertribaux :

La culture de « rébellion » qui a caractérisé les habitants de Gafsa ainsi que la propagation du phénomène de « laarouchia », sont des facteurs qui ont influencé la participation publique et politique.

Bien que les relations sociales à Gafsa fussent imprégnées d'une culture syndicale, on note que les relations tribales et traditionnelles sont maintenues et influentes dans la vie quotidienne.

« Ce qui est bizarre c'est que la jeune fille de Gafsa se déplace ailleurs pour obtenir son diplôme universitaire et elle intègre les clubs ou les syndicats, mais à son retour à Gafsa, elle n'accepte pas d'être active dans une association locale, ni de participer à des activités politiques... Les femmes du bassin minier ont une tradition de lutte allant du colonialisme aux événements du bassin minier en 2008. Cependant, la faiblesse de l'Etat et la reproduction du régionalisme ainsi que le phénomène de « Laarouchia » qui ont réapparus après la révolution, ont accru la désapprobation des femmes, surtout que les relations se sont tendues et le domaine public n'est plus sécurisé. Aujourd'hui les femmes sont le maillon faible ciblé par tout le monde ».

Taoufiq

Association le bassin minier, Um Larayes, Gafsa.

b La spécificité de la culture minière et les politiques de développement de l'Etat national:

La ville de Gafsa a passé de la culture bédouine à une culture minière trop rapidement, ce qui a eu une incidence sur la composition de la population et son mode de vie. La rareté des sources de revenus et la focalisation sur les « mines » ont contribué à la création d'un modèle spécifique pour la région. Les choix de développement adoptés par l'État national ont eu un impact significatif sur les changements du mode de vie et de la composition démographique de la région.

c Le conflit entre Youssefistes et Bourguibistes:

Les effets de l'ancien conflit entre Saleh ben Youssef et Habib Bourguiba ont toujours un impact sur la ville de Gafsa. La mémoire collective à Gafsa n'a pas encore oublié les différents événements ou personnalités de ce conflit.

Les interviewées estiment toujours que Gafsa a été systématiquement marginalisée sous l'État national après l'indépendance. Haithem Souleimani a expliqué cette idée dans un article intitulé « Gafsa: la trilogie de la civilisation, de la richesse et de la révolution ». Selon lui: « Malgré les richesses minières que cette ville a acquises, Gafsa a connu une marginalisation systématique de l'État d'après l'indépendance. Selon les témoignages transmis par les habitants de la région, plusieurs Youssefiste (militants contre la colonisation française, ont eu des conflits avec Bourguiba sur des questions fondamentales telles que le soutien du mouvement de libération nationale algérien, et ils ont été exécutés ou emprisonnés par Bourguiba, sont originaire de Gafsa), Ces questions étaient derrière la colère du premier président de la république Tunisienne. Bourguiba était également en colère contre d'autres villes, qu'il a exclu du développement après l'indépendance. Le cumul de cette marginalisation régionale créée par la plus haute autorité du pays a entraîné un retard dans les infrastructures: seules quatre institutions ont été créées à Gafsa entre 1957 et 1987. Il s'agit de petites entreprises privées appartenant aux familles de Gafsa et reliant la ville aux mines d'El Mdhila, Rdeyef, Shib et Om Larayes. Même après le coup d'État du 7 novembre 1987, les choses n'ont pas changé et Gafsa demeure toujours une des villes les plus touchées par le chômage et parmi les villes où on n'aimerait pas vivre à cause de l'absence des investissements dans le domaine de l'environnement, de la santé et de l'éducation »⁽¹⁶⁾.

16. Souleimani (H), « Gafsa: la trilogie de la civilisation, de la richesse et de la révolution », article électronique publié sur le site de Nounpost le 16 avril 2015, vu le 22 septembre 2018. <https://www.nounpost.org>.

3. Les facteurs ayant un impact dans la région de Gabès, vus par les personnes interviewées :

a **Un héritage intellectuel et militant important:**

La région de Gabès regorge de symboles intellectuels et politiques importants qui ont non seulement influencé le niveau régional, mais toute la République tunisienne. Gabès c'est le révolutionnaire « Mohammed Al-Daghbaji », Gabès c'est le politicien « Jalouli Fares », Gabès c'est le penseur progressiste « Taher Haddad » auteur du livre « Notre femme devant la Charî'a et la société » (1930), c'est aussi la ville natale du syndicaliste « Mohamed Ali Hammi », fondateur du premier syndicat en Tunisie « La Confédération générale des travailleurs tunisiens CGTT » en 1924.

b **Une pluralité religieuse, ethnique et tribale passée sous silence:**

La question du pluralisme religieux (sunnites, chiites et Ibadites) et ethnique (les noir) est l'une des questions les plus difficiles de la communauté de Gabès, même si les personnes interrogées ont refusé de les aborder et les ont considérées comme des sujet « critiques ».

c **Les politiques de développement choisies par l'Etat nation:**

Les interviewées ont estimé que les choix de développement de l'État national après l'indépendance n'étaient ni adéquats ni durable: les industries chimiques du golfe de Gabès et l'exploitation des mines de phosphate (le Groupe chimique tunisien GCT crée en 1970), ont détruits la richesse halieutique, ils ont intensifié la pollution de l'environnement (dégradation de l'eau, des sols et des sous-sols et biodiversité menacée). Ils ont contribué à la propagation des maladies (Fatigue chronique, problèmes respiratoires). Les interviewées assurent même que cette pollution est à l'origine d'une recrudescence de cancers dans la région.

Ces facteurs influents ont contribué à créer un environnement spécifique à chaque gouvernorat et parfois à chaque délégation, qui a eu un effet direct sur le renforcement ou l'affaiblissement des obstacles rencontrés par les femmes, s'agissant notamment de s'engager dans la vie publique. Même si les obstacles se recoupent parfois, nous avons choisi, pour les besoins de notre enquête, de les classer comme suit :

1. Les entraves politiques, institutionnelles et juridiques

- Les politiques de l'Etat et l'institutionnalisation de la discrimination entre les femmes et les hommes,
- La nature de l'activité politique, syndicale et associative
- La faiblesse des associations et leur politisation par les partis
- L'expansion de l'islam politique.

« Dans les campagnes, la femme est l'exemple de l'exclusion et de la marginalisation exercées par tous les acteurs sociaux, et je considère que c'est là la principale entrave qui témoigne de l'ampleur de la discrimination et du déséquilibre entre la vie dans les villes et la vie dans les campagnes ».

Hbib

Association Nada pour la citoyenneté et le développement, Gafsa

« Il y a de grandes lacunes dans les services de base à la campagne, tels que la santé, l'éducation et le transport. Je citerai le cas d'un groupe de jeunes filles de la région de Zarmdine qui ont soudain quitté l'école à cause de l'inexistence de transport.

Fathia

Section de l'Organisation mondiale pour les handicapés, Gabès

2. Les entraves économiques

- La faiblesse de l'habilitation économique des femmes

3. Les entraves culturelles et éducatives

- La mentalité patriarcale et machiste
- La violence basée sur le genre
- La baisse du niveau éducatif et la hausse du taux d'analphabétisme
- La faiblesse de la culture citoyenne

« J'ai rencontré beaucoup de difficultés dans mon expérience politique. Une des plus importantes est que le collègue et camarade accepte mal la présence des femmes dans le parti, surtout aux positions supérieures, sans compter que les principales réunions et décisions étaient prises dans les cafés, donc en l'absence des femmes. Par ailleurs, l'opinion différente est généralement mal acceptée dans les partis politiques. Enfin, la mentalité machiste conservatrice est toujours là, que ce soit à Mahdia ou à Bizerte ».

Lilia

Le Front populaire, Bizerte.

« A Utique, dans les bureaux directeurs des partis politiques, il n'y a pas de femmes. Par ailleurs le faible niveau d'instruction dans la région fait que la participation politique des femmes y est faible. »

Hafedh

Association de développement local, Nouvelle Unique.

4. Les entraves sociales et familiales

- Le maintien de la distribution traditionnelle des rôles dans l'espace privé.

« Les hommes progressistes sont rares dans tous les partis politiques. Malheureusement la politique se pratique la nuit, mais je refuse d'entrer dans ce jeu, pas parce que je suis une femme et que je ne peux pas venir la nuit ni entrer dans les cafés et les hôtels, mais parce que je refuse la corruption en politique. Aujourd'hui on pratique l'intimidation à l'intérieur des partis et dans l'action politique. C'est comme s'il y avait deux mondes séparés : la politique du jour et la politique de la nuit, ou la politique proclamée et la politique de l'ombre. En général les femmes ne vont pas loin en politique, parce qu'elles appartiennent au monde du jour et du proclamé ».

Hayet
Parti Nida Tounès, Bizerte.

5. Les entraves subjectives

- La faiblesse de la conscience individuelle et de la confiance en soi
- Le stéréotype répandu selon lequel « la femme est l'ennemie de la femme ».

V. Les recommandations

Sur la base des résultats du travail sur le terrain et des entretiens effectués dans les trois gouvernorats avec différentes parties prenantes (partis politiques, autorités locales, syndicats, associations et journalistes) et à la lumière des observations des chercheurs, nous proposons un ensemble de recommandations que nous classons par domaine d'activité.

Etant donné la spécificité de chaque gouvernorat, et parfois de chaque délégation, nous présentons ces recommandations par gouvernorat.

1. Les recommandations générales

Dans le domaine de la politique et des politiques

1. Encourager les partis politiques à faire participer les femmes à tous les niveaux et mettre en place des mécanismes de contrôle
2. Encourager les jeunes femmes à s'engager dans l'action politique, au moyen de programmes de formation et de renforcement des capacités
3. Fournir et renforcer le financement des associations, notamment dans les zones rurales et les associations de femmes.
4. Tenir compte des spécificités économiques, sociales et culturelles du milieu (urbain ou rural) dans la planification et l'élaboration des politiques
5. Elaborer/mettre en œuvre des politiques d'intégration des personnes à besoins spécifiques dans la vie publique
6. Former les femmes dans le domaine des droits fondamentaux et du développement personnel, ainsi que la communication.

Dans le domaine de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'emploi

1. Mettre en place/ mise en oeuvre de stratégie efficace pour résoudre le problème de la hausse du taux d'analphabétisme chez les petits et les grands,
2. La mise en oeuvre des politiques de la réintégration des jeunes filles ayant abandonné l'école, notamment dans les zones rurales
3. Résoudre le problème de l'abandon scolaire des filles dans les campagnes
4. Veiller à créer un environnement exempt de harcèlement sexuel au voisinage des écoles dans les campagnes.
5. Encourager les femmes à la formation professionnelle dans des secteurs servant les intérêts de la région.

Dans le domaine économique

1. Renforcer le secteur privé, en particulier dans le domaine de l'artisanat
2. Encourager l'économie sociale et solidaire
3. Encourager l'initiative privée et habiliter les femmes à s'organiser en collectifs dans les zones rurales.
4. Créer des espaces d'activité et de formation pour les femmes dans les zones rurales
5. Encourager les initiatives féminines privées et créer des opportunités d'emploi
6. Restructurer le secteur agricole et la propriété des oasis pour garantir le droit des femmes à l'héritage
7. Mise en œuvre des lois relatives à la protection des femmes et des jeunes filles travaillant dans le domaine rural ou employées de maison (sécurité sociale et augmenter les salaires)

Dans le secteur des services de santé

1. Accorder plus d'attention aux départements de maternité surtout au niveau régional,
2. Améliorer la fréquence des soins dans les dispensaires en zone rurale
3. Améliorer les services et assurer la présence du personnel médical notamment dans les services d'urgence, surtout au niveau régional et local.
4. Dénoncer la violence basée sur le genre surtout dans les zones rurales (mariage des enfants, viol, violence conjugale etc...).

Dans le domaine culturel, social et sportif

1. Moderniser /Renouveler les organisations et les espaces de jeunes
2. Créer des théâtres, des salles de cinéma et des espaces culturels et sportifs de qualité dans toutes les délégations,
3. Encourager et aider les jardins d'enfants municipaux pour permettre aux femmes d'accéder à l'espace public,
4. Soutenir le sport féminin et l'aménagement sportif au moyen d'espaces et de salles couvertes,

Dans le domaine des services et de l'infrastructure

1. Traiter les problèmes d'infrastructure liés à la santé et à l'éducation, notamment dans les zones rurales,
2. Généraliser l'éclairage public et les canalisations d'eau potable,
3. Assurer plus de service de transport, notamment dans les zones rurales
4. Mettre à niveau les quartiers des périphéries des villes

Dans le domaine de l'environnement

1. Prendre les mesures nécessaires à la protection des forêts et des ressources maritimes,
2. Traiter les effets de la pollution causée par les usines,
3. Imposer aux unités industrielles de prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection de l'environnement, qui affecte la vie des femmes
4. Prendre les mesures dissuasives pour protéger l'air et l'eau de la pollution et traiter ses effets sur l'agriculture.

2. Les recommandations spécifiques

Bizerte

- Intervenir, au niveau de l'Etat pour faire avancer les projets en suspens (tels que la Marina),
- Réétudier l'idée de construction d'un port en eaux profondes à Bizerte, qui dispose d'un environnement favorable
- Soutenir l'artisanat surtout la poterie de Sejnène

- Créer un environnement propice aux soins et aux services de santé qui préservent l'intimité et tiennent compte des spécificités locales
- Mettre en place un centre d'hébergement des femmes victimes de violence et une cellule d'écoute, d'orientation et de prise en charge
- Améliorer les services en matière de maladies sexuellement transmissibles et de toxicomanie
- Exempter les avocats volontaires dans la défense des procès impliquant les femmes victimes de violence des impôts relatifs à ces procès
- Prendre les mesures nécessaires à la protection des forêts et des ressources maritimes
- Traiter la pollution du vieux port de Bizerte.

Gafsa

- Démasquer les diverses formes de violence passées sous silence, en particulier dans les zones rurales (mariage des filles-enfants, viol, violence conjugale).
- Mettre en place des politiques permettant de résoudre le problème de tribalisme qui diminue la participation des femmes,
- Reconsidérer la distribution et l'utilisation de la richesse du phosphate pour servir le développement économique de la région
- Traiter les effets de la pollution, en particulier à Om Larayes, Redeyef et Metlaoui.

- Créer un climat favorable aux petites entreprises et soutenir la production et la distribution notamment en milieu rural
- Restructurer les institutions minières
- Rapprocher les services de crédit pour les femmes dans les zones rurales et minières

Gabes

- Œuvrer à changer les mentalités au moyen de campagnes de sensibilisation à l'importance de la participation des femmes aux affaires publiques
- Résoudre le problème de l'abandon scolaire des filles dans les campagnes
- Habilitier les femmes dans le domaine culturel par l'éducation, la sensibilisation et la formation.
- Changer le modèle de développement en modèle participatif et décentralisé à l'échelle local,
- Investir dans le domaine de l'agriculture biologique et remettre en valeur les terres et pêcheries)
- Développer une nouvelle culture qui sensibilise et amène une prise de conscience de la valeur du volontariat et de l'action civique
- Nettoyer les plages et le Golfe de Gabès.

Sommaire de l'enquête de terrain La participation des femmes dans la vie publique et politique à Bizerte, Gabès et Gafsa

Préface et remerciements

Résumé exécutif

Introduction

Première partie : Lecture des indicateurs de l'état général des trois gouvernorats

I. Le cadre général de l'enquête de terrain

1. Les objectifs de l'enquête de terrain
2. La méthodologie
3. L'étude de terrain

II. Caractéristiques géo-historiques des régions étudiées

1. La situation géographique et les spécificités historiques
 - a. La situation géographique
 - b. Les caractéristiques historiques
 - c. La présentation des délégations

III. Les principaux indicateurs sociodémographiques et économiques

1. Les indicateurs démographiques
2. Les indicateurs de l'éducation
3. Les indicateurs de l'emploi
4. Les indicateurs de l'émigration
5. Les indicateurs de l'infrastructure et de la situation générale des gouvernorats:

- Les indicateurs du secteur de l'enseignement et de la formation professionnelle
- Les indicateurs du secteur de la santé
- Les indicateurs du secteur du sport
- Les indicateurs du secteur de la culture et des sports
- Les indicateurs du secteur de la production

IV. Les indicateurs de la participation politique et civique

1. Le cadre juridique de la participation des femmes dans la vie publique et politique
2. L'historique de la participation des femmes dans les trois gouvernorats
3. Les indicateurs de la participation civique et politique
 - a. La représentation des femmes dans les conseils nationaux élus
 - b. La représentation des femmes dans les délégations municipales spéciales et dans les conseils municipaux
 - c. La représentation des femmes dans les délégations et sous-délégations
 - d. La représentation des femmes dans les partis politiques
 - e. La représentation des femmes dans quelques organisations nationales
 - f. La représentation des femmes dans les associations

Deuxième partie : Analyse de la situation et des défis en matière de participation publique et politique des femmes dans les 3 gouvernorats, sur la base des résultats des entretiens effectués avec les acteurs locaux

I. La scène politique générale dans les gouvernorats de Bizerte, Gabès et Gafsa

II. L'analyse du contenu des entretiens avec les acteurs régionaux

1. Présentation d'un échantillon de l'étude
2. L'engagement dans l'action publique et politique et ses causes
3. Les défis rencontrés sur la voie de la participation publique et politique des femmes
4. La relation entre les associations, les partis politiques, les autorités locales et le monde de l'information

Conclusion

Recommandations

Bibliographie

Annexes

La participation des femmes dans la vie publique et politique

Bizerte, Gabès et Gafsa

**Center of Arab Women
for Training and Research - CAWTAR**

7 Impasse N° 1 Rue 8840 Centre Urbain Nord
BP 105 Cité Al khadhra 1003 - TUNIS
Tél : (216 71) 790 511 - Fax : (216 71) 780 002



www.cawtar.org

<http://www.cawtarclearinghouse.org>

cawtar@cawtar.org - info@cawtar.org

<https://www.facebook.com/CenterofArabWomenforTrainingandResearch>

<https://www.youtube.com/channel/UCiivSHG0eUfeb7yamv5pD3yw>

https://twitter.com/CAWTAR_NGO

